

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule risques anthropiques
89 rue Weber
CS 52002
30 900 Nîmes cedex 02

Nîmes, le 06/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



OWENS-CORNING FIBERGLAS

ZI l'Ardoise
30290 LAUDUN L ARDOISE

Références : 2022-05- 279

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement OWENS-CORNING FIBERGLAS implanté ZI l'Ardoise 30290 LAUDUN L ARDOISE. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OWENS-CORNING FIBERGLAS
- ZI l'Ardoise 30290 LAUDUN L ARDOISE
- Code AIOT dans GUN : 0006600562
- Régime : Autorisation
- IED - MTD

Cet établissement produit de la fibre de verre. Il est classé prioritaire national en raison de l'exploitation d'une installation de stockage interne de déchets non dangereux dont la fin d'exploitation est prévue en 2022.

Les actes préfectoraux en vigueur pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sont l'arrêté préfectoral n° 17-018N du 2 février 2017 complété par un APC n° 30-180 du 16 novembre 2020 puis par un APMD n°2021-037-dreal du 12 mai 2021.

Les thèmes de visite annoncés par courrier d'annonce du 22 mars 2022 sont les suivants :

- les actions menées dans le cadre du suivi des suites de l'inspection du 01/04/2021 ;
- la justification des émissions mentionnées dans votre déclaration des émissions polluantes et des déchets relatives à l'année 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
cessation d'activité de l'ISDND	AP de Mise en Demeure du 12/05/2021, article 3	/	Sans objet
conformité électrique en zone Atex	Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.6.4	/	Sans objet
protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.6.5	/	Sans objet
GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installation de stockage interne de déchets non dangereux	AP de Mise en Demeure du 12/05/2021, article 1	/	Sans objet
réduction des consommations en période de sécheresse	AP de Mise en Demeure du 12/05/2021, article 2	/	Sans objet
plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Sans objet
Règlement Reach	Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet établissement fait l'objet d'une inspection annuelle. Il apparaît lors de cette inspection du 5 mai 2022, annoncée par courrier du 22 mars 2022 que l'exploitant n'a pas totalement pris en compte les constats et les suites de l'inspection du 1er avril 2021. Les dispositions de l'APMD pris le 12 mai 2021 ne peuvent être levés puisque conformément à l'article 3, le dossier de cessation d'activité n'a pas encore été transmis à madame la Préfète du Gard. Les travaux de protection contre la foudre n'ont pas été réalisés mais une commande a été présentée le jour de l'inspection. L'inspection estime que l'exploitant peut justifier sous les délais mentionnés pour chacun des constats "susceptibles de suites" les justifications du respect de la prescription réglementaire. Dans la négative, des suites administratives pourraient être proposées à Madame la Préfète."

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Installation de stockage interne de déchets non dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, bande d'isolement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société OWENS CORNING FIBERGLAS FRANCE située ZI de l'Ardoise à Laudun l'Ardoise est mise en demeure pour son site situé à la même adresse de se conformer aux dispositions de l'article 5.4.2 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2017 sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. Pour ce faire et compte tenu des dossiers déjà transmis, la société doit justifier qu'autour du stockage la bande d'isolement de 5 mètres identifiée suffisante pour contenir les enjeux est :</p> <ul style="list-style-type: none">- sa propriété;- ou bien fournit un dossier dédié à l'enquête publique pour établir des servitudes;- ou bien fournit la justification de garanties équivalentes en cas d'accords privés avec le propriétaire voisin;- ou bien fournit un nouveau plan d'exploitation avec la surface réduite de l'alvéole 19 lui permettant de justifier qu'il n'y a plus de surface impactée par la bande d'isolement de 5 mètres en dehors de sa propriété.
<p>Constats : Par courrier du 12 juillet 2021, l'exploitant a transmis un projet d'acte privé notarié relatif à une servitude de restriction d'usage. Cette restriction d'usage concerne sur une bande de 5 mètres comptée depuis la base extérieure des merlons de la parcelle cadastrée section AO numéro 58 jusqu'au 31 décembre 2051. Ce document dûment signé a ensuite été transmis par mail en date du 15 juillet 2021.</p> <p>Les dispositions de l'article 1 de l'APMD du 12 mai 2021 sont donc respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : réduction des consommations en période de sécheresse

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, période de sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société OWENS CORNING FIBERGLAS FRANCE située ZI de l'Ardoise à Laudun l'Ardoise est mise en demeure pour son site situé à la même adresse de se conformer aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20-180-DREAL du 16 novembre 2020 sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>L'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20-180-DREAL du 16 novembre 2020 imposait de réaliser et de transmettre à la préfecture du Gard un plan de réduction de ses prélèvements d'eau en période de sécheresse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette étude a été transmise par courrier daté du 30 septembre 2021.</p> <p>Les dispositions de l'article de 2 de l'APMD du 12 mai 2021 sont donc respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : cessation d'activité de l'ISDND

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/05/2021, article 3
Thème(s) : Situation administrative, cessation activité ISDND
Prescription contrôlée : La société OWENS CORNING FIBERGLAS FRANCE située ZI de l'Ardoise à Laudun l'Ardoise est mise en demeure pour son installation interne de stockage de déchets non dangereux situé à la même adresse de se conformer sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté aux dispositions de l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement qui impose que toute cessation d'activité de stockage de déchets doit être notifiée au Préfet au moins six mois avant son arrêt définitif. Le dossier de cessation d'activité doit contenir les éléments définis dans l'article R 512-39-1 et justifier du respect des dispositions de cote et de couverture conformément aux dispositions de l'article 5.4.1 de l'arrêté préfectoral n°17-018 du 2 février 2017, de garanties financières post exploitation et de surveillance du site.
Constats : A ce jour, le dossier de cessation d'activité n'a pas été adressé à la préfecture du Gard. Depuis plusieurs années, l'exploitant annonce la fin d'exploitation de la dernière alvéole 19. Le jour de l'inspection, il est apparu que la fin d'exploitation est imminente. L'exploitant a indiqué qu'il attendait les relevés du géomètre pour adresser son dossier de cessation d'activité. Les dispositions de l'article 3 de l'APMD du 12 mai 2021 ne sont pas encore respectées.
Observations : Le dossier de cessation d'activité est attendu , il doit être établi conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et aux articles 5.4.1 et 5.4.2 de l'arrêté préfectoral d 2 février 2017. Ce dossier devra être complété du descriptif du projet d'implantation de panneaux photovoltaïques au dessus de l'ISDND et des dispositifs prévus pour préserver l'intégrité de la couverture étanche mise en place.
Type de suites proposées : Susceptible de suites si non respect sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport
Réponse exploitant :

Nom du point de contrôle : conformité électrique en zone Atex

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité électrique en zone Atex
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou modification. Le contrôle doit être effectué tous les ans, par un organisme compétent.
Constats : Lors de la précédente inspection en date du 1er avril 2021, il avait été noté que : - la détermination des zones Atex a été mise à jour en janvier 2019. - les derniers rapports de contrôle des installations électriques réalisés par l'Apave du 16 au 30 novembre 2020 ne mentionnent pas le contrôle des installations en zone Atex. - l'exploitant doit fournir le plan de ses zones Atex et demander explicitement à son organisme le contrôle des installations électriques y compris en zone Atex. Lors de cette inspection, l'exploitant a déclaré que le contrôle des installations électriques y compris en zone Atex a été réalisé en novembre et décembre 2021 mais que les rapports de contrôle ne lui seraient pas encore adressés. → l'inspection demande à l'exploitant de réclamer ces rapports de contrôle auprès de son bureau de contrôle l'Apave et de transmettre ces rapports à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites si non réception des rapports de contrôle sous le délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport
Réponse exploitant :

Nom du point de contrôle : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 18 à 22
Constats : Lors de l'inspection du 1er avril 2021, il a été constaté que le rapport Apave de l'Analyse du Risque Foudre date du 6 mars 2020 et le rapport Apave de l'Etude Technique Foudre date du 25 mars 2020. Aucun des travaux déterminés dans l'ETF n'a été entrepris. L'exploitant avait indiqué dans sa réponse du 28 mai 2021 que les travaux seraient réalisés au cours du premier trimestre 2022. Lors de cette inspection, l'exploitant a déclaré que les travaux n'ont pas encore été engagés. Un bon de commande validé du jour même a été présenté avec une fin de travaux prévue pour le 30 septembre 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites si la justification de réalisation des travaux n'est pas effective au 30 septembre 2022.
Réponse exploitant :

Nom du point de contrôle : plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, PGS
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.
Constats : En 2020, la consommation de solvants a été de 17,5 tonnes. Le PGS indique en O5 la destruction de 3,9 tonnes de COV via la station d'épuration d'eaux industrielles. En 2021, la consommation de solvants a été de 31,92 tonnes, le PGS indique en O5 la destruction de 4,899 tonnes de COV via la station d'épuration. L'inspection avait demandé que dans le PGS 2021, le calcul de O5 soit justifié ce qui n'a pas été fait. -> Pour le PGS relatif à l'année 2022 : - l'ensemble des éléments de calcul devront être expliqués et justifiés et en particulier ceux soustraits des émissions totales à l'atmosphère. - O5 devra tenir compte du rendement épuratoire de la station de traitement des eaux. Le résiduel non traité devra être mentionné dans O2 (perte dans les eaux rejetées par l'installation).
Type de suites proposées : Sans suite
Réponse exploitant :

Nom du point de contrôle : Règlement Reach

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2017, article 9.3.1
Thème(s) : Produits chimiques, connaissance des produits et étiquetage
Prescription contrôlée : l'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de sécurité prévues par l'article R4400-73 du code du travail.
Constats : La FDS de "l'acide chlorhydrique 30-32%" a été consultée. La version présentée est la 1.0 la date de sa révision est 20.04.2017. Elle est conforme au Règlement Reach . Les conditions de stockage de ce produits étaient conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, déclaration GEREP relative à l'année 2021

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.

Constats :

La déclaration GEREP relative à l'année 2021 vient d'être mise en révision à l'issue de cette inspection.

Les points suivants indiqués lors de la mise en révision doivent être complétés :

- AIR : les émissions atmosphériques liées aux chaudières et aux générateurs d'air chauds doivent être indiqués.

- EAU : les résultats en hydrocarbures totaux sont en très nette augmentation. Suite aux échanges, il est important de préciser dans GEREP que l'origine de ces hydrocarbures mesurés en sortie de la STEP interne en mars 2021 serait extérieure à l'entreprise. Ces hydrocarbures proviendraient d'une pollution des eaux du Rhône qui ont été pompées et utilisées par l'entreprise.

- DECHETS : certains déchets dangereux 070110*, 150110* et 150202* sont déclarés être éliminés vers le site Geocycle Albox à Almeria en Espagne via le centre de regroupement Chimirec Socodeli à Beaucaire. Or il apparaît que Chimirec Socodeli n'aurait pas établi de demande de transfert transfrontalier pour ces codes déchets. Il est nécessaire que vous obteniez la justification auprès de votre prestataire qu'il détient bien les autorisations requises pour la destination des déchets qu'il mentionne sur les BSDD.

- DECHET 2022 : lors de l'inspection, vous avez déclaré compte tenu de la cessation d'activité de votre ISDND, que vos déchets de fibres de verre seraient envoyés vers le site Cheval à Alixan dans le Drôme. L'inspection demande que la justification du lieu et l'autorisation requise lui soit transmise.

Type de suites proposées : Susceptible de suites si la déclaration GEREP n'a pas été corrigée sous le délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport.

Réponse exploitant :